

Quand je dis, protéger les amis, je parle notamment des fiducies familiales. Je n'élaborerai pas là-dessus, le temps me manque.

Le présent Budget est un habile casse-tête de politiciens, mais en réalité, il n'y a rien dans ce Budget qui parle vraiment des vrais problèmes de la société, c'est-à-dire de la création d'emplois.

• (1120)

[Traduction]

M. Leon E. Benoit (Végréville, Réf.): Monsieur le Président, dans son exposé, le député a parlé de la réduction des paiements de transfert aux provinces prévue dans le budget libéral. À cet égard, il a parlé à juste titre de pelletage du déficit.

Dans le budget de rechange qu'il a proposé aux contribuables, le Parti réformiste a aussi prévu des réductions dans les transferts aux provinces. Nous avons toutefois prévu le transfert des points d'impôt avec les réductions. Nous avons transféré aux provinces la capacité de percevoir des recettes, pour compenser cette réduction dans les paiements de transfert qu'elles recevaient.

Pour expliquer la façon dont les transferts du gouvernement fonctionnent, je vais utiliser un exemple, celui de la poule et des oeufs. Actuellement, par l'intermédiaire des paiements de transfert, le gouvernement transfère des oeufs aux provinces de manière qu'elles puissent payer une partie de leurs programmes. Les libéraux, au lieu de transférer un à un des oeufs aux provinces, leur ont transféré un carton d'oeufs, mais ils en ont retiré deux de celui-ci. Ils ont donc transféré 10 oeufs plutôt qu'une douzaine. Ils ont réduit les transferts.

Il y a aussi des conditions à respecter en raison des règlements découlant de la Loi canadienne sur la santé. Le Parti réformiste, lui, au lieu de transférer un carton d'oeufs incomplet, a transféré toute la poule. C'est cela qu'il propose. Il a transféré la capacité de générer des recettes aux provinces. Au lieu de simplement transférer des oeufs et de garder la poule comme l'on fait les libéraux en vertu de leur programme, il a transféré toute la poule de manière que les recettes soient entre les mains des provinces et qu'elles puissent financer elles-mêmes ces programmes.

Cette solution serait sans doute bien accueillie au Québec, car je pense que les Québécois veulent être davantage maîtres de leur avenir. En général, le Québec est certainement en faveur d'une décentralisation au profit des provinces.

J'aimerais que le député commente la solution des libéraux, celle qui consiste à réduire les transferts, mais non pas leur capacité de percevoir des recettes, d'une part, et celle du budget réformiste qui est proposée aux contribuables et qui consiste à réduire les transferts aux provinces, mais à leur permettre à elles, et non pas au gouvernement fédéral, de percevoir les recettes, leur conférant ainsi un contrôle beaucoup plus grand sur leurs propres programmes et ressources, d'autre part.

[Français]

M. St-Laurent: Monsieur le Président, vous savez, chaque minute à la Chambre des communes est très importante et coûte certainement très cher aux contribuables. Je respecte bien gros l'hypothétique budget du Parti réformiste, mais si on commence à hypothéquer sur d'hypothétiques budgets à la Chambre des communes, il faudra appeler cela la Chambre de l'utopie.

Je pense qu'il faut respecter nos contribuables un peu plus que cela. Je respecte les gens du Parti réformiste et leur budget, mais

Le budget

malheureusement—malheureusement ou heureusement, le Canada le décidera après le référendum—ces gens-là ne sont pas au pouvoir. Mais parlons de choses un peu plus réelles, des choses qui sont devant nous aujourd'hui, avec lesquelles il faut composer inévitablement. Le budget du Parti réformiste, avec tout le respect que j'ai pour les députés de ce parti, n'est qu'un bout de papier pour le moment, c'est tout.

[Traduction]

M. Maurizio Bevilacqua (secrétaire parlementaire du ministre du Développement des ressources humaines, Lib.): Monsieur le Président, l'une de mes fonctions les plus enrichissantes en tant que député consiste à visiter les écoles de ma circonscription et à rencontrer les étudiants.

Il y a trois semaines, j'ai fait une telle visite. Comme d'habitude, j'ai trouvé fort intéressantes les questions que m'ont posées les étudiants. Ils voulaient parler du référendum du Québec, de la situation de l'assurance-chômage au Canada et de l'environnement.

Pendant la discussion, j'ai été frappé par une pensée fort pénible. Chacun de ces étudiants accumulait une énorme dette. Compte tenu de l'importance de la dette nationale, ces jeunes étudiants commençaient leur vie avec une hypothèque de 19 000 \$. Contrairement aux générations passées, qui pouvaient fonder leurs espoirs et leurs rêves sur le granite solide des finances publiques, les jeunes d'aujourd'hui n'ont que des sables mouvants.

• (1125)

Pour ma part, je ne peux accepter cela. Je suis entré en politique pour donner une voix aux jeunes qui ont été trop souvent oubliés par les gouvernements précédents. Il est fondamentalement injuste de s'attendre à ce que les jeunes paient une dette qui a été accumulée par les générations précédentes. Il est particulièrement irresponsable pour les Canadiens d'avoir vécu au-dessus de leurs moyens pendant tant d'années.

C'est pourquoi je suis fier de faire partie de ce gouvernement. Nous sommes à une étape cruciale de notre histoire. Pour la première fois depuis de nombreuses années, le Canada a un gouvernement et un ministre des Finances qui sont prêts à faire ce qu'il faut pour maîtriser le déficit.

Le discours du budget du ministre n'était rien d'autre qu'un appel aux armes lancé à tous les Canadiens. Nous devons nous unir pour sortir vainqueurs de la bataille contre le déficit et la dette. Progressivement, silencieusement, ces deux facteurs économiques sont en train de priver notre gouvernement de la force et de la vitalité qui lui sont nécessaires pour favoriser la croissance, s'occuper des plus démunis et investir dans l'avenir.

Pendant trop longtemps les gouvernements ont remis à plus tard les décisions difficiles qui s'imposaient. Pendant trop longtemps les gouvernements ont prétendu que tout allait comme sur des roulettes, tout en empruntant des montants de 30 ou 40 milliards de dollars au nom de nos enfants. Nous voici au moment critique.

Un pays qui, pendant son sommeil, s'est dirigé vers le précipice de la faillite, s'est réveillé un pied au-dessus de la falaise. Notre gouvernement possède la volonté pour faire le nécessaire. Ce qui est tout aussi important, il dispose de l'appui de la population canadienne.